Après sa défaite électorale le gouvernement reste autiste

Le 24-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Les citoyens qui attendaient des responsables politiques de tous bords qu'ils montrent qu'ils avaient compris le message envoyé par les électeurs lors des élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 auront été déçus. Tout est resté comme avant après le deuxième tour de ces élections : la même langue de bois, les mêmes promesses, les mêmes renoncements.

Deux journaux, le lendemain du scrutin, résumaient bien dans leur Une l'état d'esprit du moment. *Aujourd'hui en France* s'exclamait ainsi « *Politiques, avez-vous entendu les Français ?* », alors que *Le Monde* parlait d'un « *Sursis républicain* ». Le Premier ministre Manuel Valls, expert en manipulations et diversions, savait qu'il devait parler de l'emploi, du chômage, de la précarité, car depuis plus de trente ans, c'est le problème principal que les Français veulent voir réglé au plus vite. Mais pour Monsieur Valls, il ne s'agissait que de parler, une fois de plus, de ces problèmes cruciaux, pas de les résoudre. Il s'agissait pour lui et le gouvernement de donner l'impression qu'il s'attaquait vraiment aux problèmes de la majorité de la population : il promettait « *une réponse sur l'emploi* », pour reprendre la Une des *Échos*.

Malheureusement il ne s'est rien passé.

Car pour mettre un terme au chômage il ne s'agit pas de prendre des « mesures » comme toutes celles qui ont échoué ces dernières décennies, mais bien au contraire d'opérer un changement structurel complet.

Dans le secteur non-marchand (fonctions publiques d'État, territoriale, hospitalière, associations, certains services publics…) il faut instaurer le droit opposable à l'emploi. L'État doit être l'employeur en dernier ressort, tout le monde doit pouvoir travailler. Dans le secteur marchand (entreprises industrielles et de services, petites et grandes), il faut une politique macroéconomique décidée par l'État, favorable à une activité économique utile à la population. Il faut aussi réindustrialiser notre pays, notamment par une politique de production nationale en substitution aux importations, ce qui nécessite des mesures protectionnistes.

Il ne s'est rien passé de tout cela, car pour résoudre le problème du chômage et de la précarité, en profondeur et durablement, il faut démondialiser. C'est-à-dire abandonner les politiques néolibérales, et notamment sortir de l'Union européenne et de l'euro, ce que ne veut pas le nouveau bloc de gauche organisé autour du PS et intégrant EELV et la gauche « radicale ». Le Parti socialiste a limité la déroute électorale, qu'il méritait pourtant, grâce au Front national d'un côté, à EELV et au Front de gauche d'un autre côté. En divisant la droite par la fabrication d'une extrême-droite chargée de faire peur et de réveiller les électeurs dormants, le PS attend beaucoup du FN pour la présidentielle de 2017, en particulier que Madame Le Pen soit qualifiée au 2e tour face à Monsieur Hollande. Quant à EELV, au Parti communiste français et à

Monsieur Mélenchon, leur seule utilité est désormais de servir de force d'appoint au PS en échange de quelques postes ou subsides.

Pour supprimer chômage et précarité,
voilà les transformations structurelles qu'il faudrait prendre.

À débattre !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire